



Éditorial



Eradiquer la faim

L'agriculture a pour but de nourrir l'humanité, plus de 7 milliards d'êtres humains. En quantité mais aussi en veillant à la qualité de l'alimentation fournie. Le déficit alimentaire reste considérable, puisque près d'un milliard de personnes sont sous-alimentées. Et plus nombreux encore sont ceux qui souffrent de carence alimentaire.

On peut en conclure que l'agriculture a de beaux jours devant elle, puisqu'il suffit de produire plus, les débouchés sont évidents. Rendre le secteur agricole plus productif, dégager des excédents pour l'exportation : cela paraît simple et évident. Et bienfaisant puisque cela à l'air d'être la solution à la sous-alimentation de centaines de millions d'êtres humains.

C'est derrière ces évidences de sens commun que le bât blesse. La grande majorité de ceux qui ont faim sont des paysans. Il s'agit donc moins de produire plus pour vendre et exporter, que de permettre à ces paysans qui pratiquent l'auto alimentation de produire plus et mieux. Augmenter les rendements de leurs terres, trop pauvres et peu productives, trop onéreuses pour eux qui sont trop rarement propriétaires de ces terres. Lutter contre la faim, cela commence par augmenter les rendements agricoles des petits paysans. Rien à voir avec les grandes propriétés, avec l'agro-industrie, avec les marchés agricoles d'exportation.

On ne luttera efficacement contre la faim sur terre qu'en luttant avec les petits paysans pour un meilleur rendement de leurs terres, pauvres ou dégradées. Problématique agricole, problématique écologique et problématique sociale sont connectées.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

L'agriculture au Brésil et dans le monde

par Jean-Marc Von der Weid

Jean-Marc Von der Weid est brésilien, fondateur et directeur de l'ONG Agriculture Familiale et Agro-Écologie (AS-PTA). Il nous expose ici ses vues sur les défis de l'agriculture au Brésil, et en quelque sorte aussi, dans le monde, tant le Brésil est devenu un acteur incontournable dès qu'on envisage la situation de l'agriculture au plan mondial.

La demande mondiale en denrées alimentaires devrait augmenter de 70 % d'ici 2050, en raison de la croissance de la population, susceptible d'atteindre les 10 milliards, et de la croissance attendue et souhaitée de la consommation des victimes de sous-alimentation, qui représentent aujourd'hui près d'un milliard de personnes. L'ONU prévoit qu'à cette date, la croissance de la population mondiale devrait se stabiliser et cesser de faire pression sur la capacité mondiale à produire des aliments. En revanche, la tendance dominante de changement de la consommation alimentaire mondiale démontre une aggravation plus spécifique de la sous-alimentation (carences en vitamines et sels minéraux) qui touche actuellement deux milliards de personnes, ainsi qu'une détérioration des cas d'obésité et de surpoids, qui concerne également un milliard de personnes (parfois les même individus).

Couvrir les besoins en alimentation, en quantité et qualité

Au Brésil, malgré les succès des programmes des gouvernements de Fernando Henrique Cardoso, Lula et Dilma Rousseff, près de 12 millions de personnes souffrent encore de la faim. Toutefois, l'impact de la sous-alimentation spécifique reste inconnu, et le pourcentage des personnes en surpoids dépasse les 50 %, avec 15 % de cas d'obésité.

Le défi, dans le monde et au Brésil, vise à garantir une production suffisante et diversifiée pour permettre un changement des schémas de consommation, afin d'adopter des régimes alimentaires adéquats. Il s'agira de sensibiliser la population à consommer plus de fruits et légumes et d'assurer une offre de ces aliments à des prix appropriés. Il sera nécessaire de réduire la consommation de viandes rouges, de produits industrialisés, de sucre et de sel ; objectifs qui pourraient s'inscrire dans une politique de santé publique. Ces changements vont à l'encontre du modèle de consommation généralisé dans le monde et au Brésil, symbolisé par le « fast food », un régime fondé sur le blé et la viande bovine.

Actuellement, on considère que la production mondiale d'aliments suffit pour fournir une alimentation appropriée à tous les habitants de la planète, mais la distribution est inégale entre pays et entre certains membres de la population de chaque pays. De nos jours, la pauvreté est le principal facteur de sous-alimentation. La fluctuation des prix des denrées alimentaires dans le monde, dues aux impacts climatiques, aux guerres ou à l'augmentation des coûts de production font également croître le nombre de personnes sous-alimentées. D'autre part, l'industrialisation de plus en plus fréquente des aliments entraîne un gaspillage difficile à évaluer, mais il est probable que celui-ci représente 1/3 de toute la production agricole.

Au cours des prochaines décennies, il sera nécessaire d'augmenter la production et la diversification des denrées alimentaires, de diminuer le gaspillage entre la production et la consommation, et de garantir des prix accessibles à tous, afin de respecter le droit à l'alimentation proclamé par l'ONU.

Couvrir les besoins nationaux ou exporter ?

Les moyens d'atteindre cet objectif stratégique représentent sans doute la question la plus importante pour l'avenir de l'humanité et du Brésil (...) Ici, nous produisons quelques matières premières destinées au marché international, tandis que la production de riz, de manioc, de haricots et de blé – produits de base de l'alimentation brésilienne – a chuté de près de 30 % au cours des 10 dernières années. Quand, à la diminution du nombre de plantations, s'ajoutent des conditions climatiques défavorables, comme lors de la dernière moisson, le pays doit alors importer plus d'un million de tonnes de riz et environ 500 mille tonnes de haricots (...)

Le Brésil, ferme du monde ?

La stratégie qui vise à « utiliser les avantages comparatifs » pour notre production et à espérer satisfaire, en toutes circonstances, nos besoins alimentaires à travers le marché international néglige l'instabilité croissante de ce marché et la perspective de déficits dans la production alimentaire mondiale. Les pays les plus riches du monde, les États de l'Union Européenne et les États-Unis, ont toujours garanti la production, en premier lieu, pour la consommation de leurs populations, pour ensuite mettre les excédents sur le marché international, même au prix d'une politique protectionniste. Il serait légitime de suivre la même stratégie. Il faudrait soutenir davantage la production de denrées alimentaire et moins la production des quelques matières premières qui occupent notre espace agricole : soja, canne à sucre, eucalyptus, orange, café et élevage.

Augmenter les surfaces agricoles ou augmenter les rendements ?

L'expansion de la production agricole ne peut être réalisée qu'à travers deux mécanismes : l'augmentation des surfaces des plantations ou l'augmentation du rendement des cultures. Ces soixante dernières années, la seconde option a été privilégiée au détriment de la première, même si les surfaces cultivées ont augmenté de façon significative et ont apporté une importante contribution à la production mondiale. Cependant, cette méthode est de plus en plus limitée à des situations exceptionnelles, étant donné que les surfaces agricoles à disposition s'amenuisent rapidement et que les « dernières frontières » agricoles sont d'ores et déjà constituées de terres plus vulnérables situées dans des écosystèmes plus fragiles. L'utilisation inappropriée de ce type de terres a entraîné une désertification croissante partout sur la planète, notamment au Brésil. Il est possible, dans notre pays et à l'étranger, d'étendre l'occupation de sols pour l'agriculture ; mais dans des écosystèmes plus fragiles, les choix technologiques doivent être plus minutieux afin de garantir une manipulation durable des ressources naturelles. Menée sans ces précautions, la récente occupation du Cerrado, de l'Amazonie et de la Caatinga a causé l'apparition de gigantesques surfaces dégradées où tout élevage ou culture est impossible, et où la récupération de la végétation locale s'avère difficile.

Limites de la révolution verte

L'augmentation du rendement des cultures s'est opérée à cause de l'utilisation croissante des techniques de la « Révolution verte » : engrais chimiques, variétés améliorées, produits phytosanitaires et machines. L'amplification de l'irrigation a également joué un rôle essentiel dans ce processus. Ainsi, aujourd'hui, 70 % de toute l'eau douce de la planète est utilisée pour l'agriculture et la production irriguée représente 1/3 de la production totale mondiale (...) Il est nécessaire de

rappeler que les techniques de la Révolution verte ont toujours été appliquées sur des terres de meilleure qualité et sur des écosystèmes plus favorables. Leurs résultats dans des conditions plus difficiles ont systématiquement été peu pertinents voire désastreux.

Le dernier pari de la science agronomique pour augmenter le rendement a été l'introduction de cultures transgéniques. Or, il a été prouvé que cette alternative n'est pas plus productive que les systèmes conventionnels, car elle ne permet pas de trouver des méthodes et des pratiques favorisant la hausse significative du rendement des cultures (...)

L'agriculture dépend d'intrants...

L'agriculture selon la Révolution verte, qu'il s'agisse de l'agro-industrie (entreprises) ou d'agriculture à petite échelle (agriculture familiale), dépend de ressources naturelles non renouvelables (pétrole, gaz, phosphore et potassium) et renouvelables (sols, eau, ressources génétiques). Elle dépend aussi des variations climatiques. Tous ces facteurs nuisent à la durabilité de ce modèle de production.

L'ère du pétrole bon marché est terminée (...) Le poids de l'augmentation des coûts des énergies fossiles sur la production agricole ne peut être minimisé, car celle-ci dépend du pétrole et du gaz pour utiliser les machines, produire des engrais azotés et des produits phytosanitaires.

Les campagnes nationalistes brésiennes affirment que nous pouvons nous affranchir des énergies fossiles au moins pour les transports, grâce à la production de biocarburants. Des études révèlent que l'alcool de canne à sucre présente un bilan énergétique avantageux par rapport aux combustibles fossiles, seulement si un ensemble de conditions sont réunies, ce qui n'est pas rentable économiquement, au vu des prix actuels. Toutefois, les biocarburants sont en concurrence avec la

production alimentaire. Leur production a joué un rôle important dans la hausse des prix des denrées dans le monde. Cette solution n'est pas viable pour affronter la crise du modèle agricole.

Si le pétrole se raréfie, le phosphore est clairement en voie d'épuisement dans le monde entier depuis 1989. Ceci provoque une explosion des prix des engrais chaque année, sans réel lien avec les crises plus générales de l'économie. En effet, la production conventionnelle dépend de ce produit, qui est de moins en moins disponible. Avec un approvisionnement en phosphore qui repose à 70 % sur des importations, le Brésil tente d'accroître sa production interne, mais sans résultat probant jusqu'à présent.

Dégradation des sols agricoles

En ce qui concerne les ressources naturelles renouvelables, l'impact négatif du modèle conventionnel accélère son impraticabilité :

Un quart de tous les sols cultivables du monde est dans un état de dégradation plus ou moins avancé, alors que la productivité de près de la moitié de ces sols est en baisse. 40 % de ces phénomènes découlent de l'impact nocif de l'utilisation de produits chimiques, et le reste résulte de l'érosion, du compactage et des sols engorgés. Au Brésil, il n'existe aucune statistique globale sur les pertes des sols, mais les millions d'hectares de terres abandonnés pour l'exploitation dans les biomes du Cerrado, de la Caatinga et de l'Amazonie révèlent à quel point nous détruisons nos sols. Habitué à une grande étendue de terres disponibles de par la superficie de notre pays, nous avons tendance à ne pas nous soucier de la dégradation des sols, car nous avons toujours eu de nouvelles frontières à explorer.

Ressources en eau

La surexploitation des aquifères, des fleuves et des lacs pour l'irrigation amenuise rapidement les ressources hydriques dans diverses régions du monde... Au Brésil, nous sommes



Au Brésil, quel avenir pour les petits producteurs de l'agriculture familiale ?

Le contexte actuel soulève de nombreuses questions sur les perspectives de l'agriculture au Brésil. Après la destitution très contestée de Dilma Rousseff, le nouveau président Michel Temer a nommé Blairo Maggi ministre de l'Agriculture. Il est connu comme le « roi du soja » et sa holding a été plusieurs fois classée première productrice de soja au monde... Cette année, les données satellitaires officielles montrent que la déforestation en Amazonie est à nouveau en hausse. Les spécialistes dans le domaine environnemental affirment que cette augmentation, en cours depuis 2013, est directement liée au nouveau code environnemental (approuvé fin 2012) et à la conversion des forêts en pâturages. Complétant le scénario peu favorable aux agricultures alternatives face au modèle industriel dit « entrepreneurial », le gouvernement de M. Temer a déclassé le ministère du Développement agricole, devenu secrétariat spécial de l'Agriculture familiale et du Développement agricole. Tous ces éléments montrent la fragilité de la volonté politique de promouvoir un autre modèle agricole et de soutenir les initiatives contre-hégémoniques.

Pendant quelques années, la puissance publique a pourtant œuvré dans le sens d'une agriculture alternative. Différentes politiques de commercialisation et de crédit ciblent ainsi l'agriculture familiale. Connues sous le nom de Plano Safra da Agricultura Familiar (Plan de campagne de l'agriculture familiale), elles ne sont cependant pas comparables à celles destinées à l'agriculture industrielle. Pour 2016-2017, le gouvernement a octroyé 185 milliards de reais (environ 52 milliards d'euros) au Plano Safra de l'agriculture entrepreneuriale, et seulement 30 milliards de reais (près de 8,5 milliards d'euros) à l'agriculture familiale. La contradiction la plus flagrante est que le principal outil de cet ensemble de politiques, le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf), contribue à insérer les agriculteurs familiaux à la logique d'agrobusiness en leur allouant des crédits de campagne et d'investissement.

Le dernier recensement réalisé par l'institut officiel de statistiques (IBGE) souligne qu'une grande part des aliments consommés par les brésiliens provient de l'agriculture familiale. Bien que ces données soient discutables et anciennes (2006), il est intéressant de noter que l'agriculture familiale produisait 83 % du manioc, 70 % des haricots, 46 % du maïs et 58 % du lait - produits de base de l'alimentation quotidienne. Ce type d'agriculture est non seulement garant de la sécurité alimentaire du pays, mais elle contribue également à l'agrobusiness. Par exemple, l'Association brésilienne de protéines animales explique que « l'aviculture réunit plus de 3,5 millions de travailleurs. Dans les campagnes, ce sont plus de 130 000 familles propriétaires de petits élevages de volaille qui produisent dans un système d'intégration avec des agro-industries exportatrices ». Ces familles sont pour la plupart celles de petits producteurs. L'aviculture brésilienne est la deuxième exportatrice du monde et assure l'autosuffisance du marché interne. Autre exemple : le soja, fer de lance de l'exportation brésilienne. La campagne 2015-2016 a produit plus de 95 millions de tonnes. Les données collectées par l'organe fédéral responsable du stock alimentaire (la Conab) montrent que le Paraná est le deuxième État en termes de production totale, mais le premier en termes de productivité. Or la culture du soja y est aux mains des agriculteurs familiaux.

L'agriculture familiale au Brésil a fait les preuves de son importance. Et pourtant le gouvernement actuel affaiblit les politiques construisant un environnement législatif qui lui soit favorable. Pourquoi n'existe-t-il pas de volonté claire pour un développement des alternatives à l'agrobusiness ? L'argument avancé est que ce secteur constitue 30 % du PIB brésilien... Mais jusqu'à quand va-t-on utiliser le PIB comme mesure de la qualité sociale ?

Guilherme Calabro

Ingénieur agronome de l'Université de São Paulo, collaborateur des ong Instituto Kairós et Instituto Terra Mater

loin de tels épuisements, toutefois, l'aquifère Guarani est de plus en plus pollué par les produits phytosanitaires et les engrais chimiques.

Biodiversité

Enfin, la biodiversité agricole se dégrade de plus en plus avec la disparition de milliers de variétés de centaines d'espèces domestiquées par les petits agriculteurs depuis la naissance de l'agriculture, il y a dix mille ans. Ce rétrécissement de la base génétique des cultures les rend plus vulnérables aux attaques de parasites, aux maladies, aux espèces envahissantes et aux champignons et entraîne une utilisation de plus en plus exagérée (et inefficace) de produits phytosanitaires. Le Brésil est devenu le premier utilisateur de produits phytosanitaires au monde. Une vingtaine de ces produits sont interdits dans le monde entier, et même ainsi, le pays ne parvient pas à contrôler les nouveaux et les anciens parasites qui frappent la production nationale (...)

Déforestation et réchauffement climatique

L'agriculture conventionnelle est responsable de 18 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) et la cause majeure de la déforestation, qui représente également 18 % des émissions de GES. Si nous calculons les émissions provoquées par tous les facteurs listés dans le procédé qui relie la production à la consommation, nous constatons que le secteur agro-alimentaire est à l'origine de 50 % des émissions de GES. Le Brésil n'est pas une exception à ces statistiques, sauf que le poids des émissions de GES dues à la déforestation est probablement plus élevé. Les conséquences du réchauffement climatique sur l'agriculture ont été étudiées avec

précaution : les pires retombées toucheront les pays au climat tropical comme le nôtre. Nous pouvons nous préparer dès à présent à une aggravation de l'instabilité climatique, avec des sécheresses plus longues et plus difficiles (...)

Le manque de durabilité se note à travers les coûts de production croissants de ce type d'agro-industrie. Dans les pays modèles des systèmes con-ventionnels de production comme les États-Unis et l'Union Européenne, la dette liée à l'agriculture est généralisée et les dépenses publiques pour les subventions ont une valeur équivalente, en moyenne, à la valeur totale de la production. Au Brésil l'endettement causé par l'agro-industrie et l'agriculture à petite échelle est de plus en plus important (...) Ce besoin en dépenses publiques pour soutenir un modèle non durable ne fait qu'accroître la dette, or, bien que les gouvernements du Premier monde aient les moyens de mener une telle politique, au Brésil son coût serait faramineux.

Le modèle actuel d'agriculture n'est pas durable

De cette analyse, nous tirons une conclusion : le modèle de production fondé sur les monocultures à grande échelle, exploitées grâce à l'utilisation de machines et de produits chimiques, est impraticable sur toute la planète, et en particulier au Brésil. Si nous voulons garantir l'hygiène des aliments et la souveraineté alimentaire du pays, nous devons trouver une autre alternative de production.

Vers l'agroécologie ?

L'alternative durable pour la production de denrées alimentaires est connue dans le monde entier sous le nom d'agro-écologie, qui

correspond à un usage intégré des ressources naturelles renouvelables (sols, eau et bio-diversité agricole) (...) L'agro-écologie est autant, voire plus productive que la technologie utilisée dans le cadre de l'agro-industrie. Elle conserve et récupère les ressources naturelles, elle ne pollue ni les sols, ni les fleuves, ni l'air, elle ne contamine ni les producteurs ni les consommateurs, elle est moins coûteuse, elle n'émet pas de gaz à effet de serre et est plus résistante aux variations climatiques. L'agro-écologie est parfaitement adaptée aux conditions de l'agriculture familiale et très peu à celles de l'agro-industrie. Ainsi, pour qu'une agriculture durable soit viable à l'avenir au Brésil, il faudra élargir et radicaliser la réforme agraire, de façon à inverser l'actuel mode de distribution des terres dans le pays.

Pour de nouvelles politiques publiques

L'adoption généralisée de l'agro-écologie est l'alternative sur laquelle a misé la Conférence Nationale sur le Développement Rural Durable en 2013. Toutefois, pour rendre possible une telle transition, il est nécessaire de bouleverser les politiques publiques de promotion du développement de l'agriculture familiale, la politique de réforme agraire et d'amorcer le contrôle des impacts négatifs de l'agriculture conventionnelle de l'agro-industrie jusqu'à son entière substitution par un modèle durable.

Jean-Marc Von der Weid

ONG AS-PTA. Membre du Conseil National de Développement Rural de l'Agriculture Familiale - CONDRAF

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfe 45, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebrete-irfe.org L'association DCI - Lebrete-Irfe anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Comité de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing, Ignazio Torres, Xavier Harent

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebrete-Irfe Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé.

